



Inégalités économiques, justice fiscale et démocratie aux USA

Benoît Walraevens

► To cite this version:

Benoît Walraevens. Inégalités économiques, justice fiscale et démocratie aux USA. *Economia* - History/Methodology/Philosophy, NecPlus/Association *Economia*, 2021, 11 (4), pp.669-679. 10.4000/oeconomia.11722 . hal-03554121

HAL Id: hal-03554121

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03554121>

Submitted on 2 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives| 4.0 International License



Œconomia

History, Methodology, Philosophy

11-4 | 2021

Varia

Inégalités économiques, justice fiscale et démocratie aux USA

Benoît Walraevens



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/oeconomia/11722>

DOI : 10.4000/oeconomia.11722

ISSN : 2269-8450

Éditeur

Association Œconomia

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2021

Pagination : 669-679

ISSN : 2113-5207

Ce document vous est offert par Université Rennes 1



Référence électronique

Benoît Walraevens, « Inégalités économiques, justice fiscale et démocratie aux USA », *Œconomia* [En ligne], 11-4 | 2021, mis en ligne le 01 décembre 2021, consulté le 02 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/oeconomia/11722> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/oeconomia.11722>



Les contenus d'*Œconomia* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Essais critiques / *Review essays*

Inégalités économiques, justice fiscale et démocratie aux USA

A propos de :

Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, *Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie* (trad. de Cécile Deniard), Paris : Le Seuil, 2020, 304 pages, 978-202141212-3

Benoit Walraevens *

« L'impôt est la vie des Etats et la clé de toute la politique ou de l'art de maintenir et de perfectionner les sociétés »,
Mirabeau (1776), *Supplément à la Théorie de l'Impôt*.

Depuis une dizaine d'années la thématique des inégalités, longtemps délaissée par les économistes, est revenue au cœur de leurs travaux et du débat public, en partie grâce au succès sans précédent de l'ouvrage de Thomas Piketty, *Le capital au XXI^e siècle* (Piketty, 2013). Dans cette lignée, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman (S&Z par la suite) ont publié en octobre 2019 (février 2020 pour la traduction française étudiée ici), en pleine campagne présidentielle américaine, un essai engagé et destiné à un large public sur la justice fiscale aux USA, intitulé *Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*. La date de publication de l'ouvrage ne doit rien au hasard puisque S&Z ont conseillé Bernie Sanders et Elisabeth Warren sur les questions fiscales¹, et en particulier

*Université de Caen-Normandie, CREM. benoit.walraevens@unicaen.fr

Je remercie pour leurs remarques et leurs conseils Nicolas Brisset, Paolo Silvestri, Jean-Sébastien Lenfant et les participants du séminaire philosophie et économie de PHARE, dans lequel fut présenté une première version de ce texte le 18 mars 2021, en particulier Catherine Audard, Claire Pignol, Daniel Diatkine, Amélie Fievet, Nadeera Rajapakse, Jean Dellemotte et Laurent Jaffro.

¹ Après avoir proposé aussi leur impôt sur la fortune à Sanders et à Clinton lors de la campagne présidentielle de 2016 : voir <https://www.newyorker.com/news/>

sur la mise en place d'un impôt sur la fortune qu'ils appellent de leurs vœux (Scheuer and Schlemrod, 2021). Il y avait de leur part une claire intention de peser sur la campagne et sur les choix politiques à venir. Zucman a d'ailleurs été auditionné le 25 mars 2021 par la commission du budget du Sénat américain et il n'est pas déraisonnable de penser que la proposition portée par l'administration Biden d'un taux d'impôt minimum des sociétés au niveau international leur doit beaucoup².

Ainsi cet ouvrage ressemble fort à une adaptation au cas américain de l'ouvrage publié fin 2011, en pleine campagne présidentielle française, par Camille Landais, Thomas Piketty et Emmanuel Saez, *Pour une révolution fiscale : un impôt sur le revenu pour le XXI^e siècle* (Landais, Piketty et Saez, 2011). Les auteurs y montraient que le système d'imposition français n'était plus réellement progressif au sommet de la hiérarchie des revenus. Ils proposaient des réformes fiscales pour rétablir la progressivité, principe de justice fiscale. Enfin, ils mettaient à disposition un simulateur fiscal appropriable par les citoyens et les politiques afin de favoriser un débat public éclairé sur les inégalités et la fiscalité.

Fait notable, dans le livre de S&Z, la montée des inégalités économiques et la dénonciation de leur injustice s'explique par des causes politiques et idéologiques plutôt qu'économiques. On peut penser que leur ouvrage vise, comme ceux de Stiglitz (2012, 2019), mais à partir d'une connaissance approfondie de la réalité des inégalités économiques et fiscales aux USA, à déconstruire le mythe du rêve américain, et avec lui l'idéologie dominante, néolibérale³/libertarienne, fondée sur la sacralisation de la propriété privée et la méritocratie. Il s'ouvre (chapitre 1) sur un constat qui sera au centre de leur argumentation : le système fiscal américain actuel s'apparente à une grande *flat tax* (avec 28% de taux moyen d'imposition), et devient régressif au sommet de la pyramide (pour les 0,1 et même les 0,01% les plus riches), « triomphe de l'injustice » pour S&Z.

the-political-scene / the-french-economist-who-helped-invent-elizabeth-warrens-wealth-tax. Voir également Saez et Zucman (2019b).

² Voir par exemple leur plaidoyer pour une « révolution copernicienne » en matière de règles fiscales au niveau international et leur dénonciation des limites des tentatives actuelles du fait de l'absence d'harmonisation des taux d'imposition (134-135). Un peu plus tôt dans l'ouvrage, ils écrivaient déjà que « l'évasion fiscale qui était hier admise peut demain être interdite. De nouvelles formes de coopération internationale, parfois jugées utopiques par de savants experts, sont en réalité susceptibles de se matérialiser en un laps de temps relativement court [...] » (111).

³ Si S&Z n'emploient jamais le terme « néolibéral », ils voient néanmoins le tournant Reagan comme la victoire de « l'idéologie anti-Etat défendue par la Société du Mont Pèlerin depuis sa création en 1947 » (83). En outre, Zucman a récemment co-écrit un article qui est une diatribe contre le néolibéralisme et son influence sur l'économie et les économistes, la science économique étant vue comme science de l'idéologie néolibérale (Naidu et al., 2020).

1. Idéologie et injustice fiscale aux USA

Afin de mettre ce constat en perspective historique et d'en tirer des leçons pour l'avenir, S&Z offrent tout d'abord une analyse du rôle des idéologies dans les changements fiscaux aux USA (chapitres 2-3), en insistant sur deux grandes périodes de l'histoire fiscale américaine. La première va de la naissance de l'impôt progressif au début du XXe siècle jusqu'aux années 1950. Ainsi l'impôt progressif fait son apparition aux USA par la loi de 1913, nécessitant une modification de la Constitution, et dès 1917 il devient très progressif, avec un taux marginal supérieur de 67%, qui reflétait « les changements idéologiques et politiques majeurs qui avaient débuté dès les années 1880 et 1890 », à savoir l'évolution du Parti démocrate, « désireux de rallier les électeurs blancs à bas revenus du Nord et de l'Ouest contre les élites financières républicaines en s'appuyant sur un programme égalitariste » et « la mobilisation sociale en faveur d'une plus grande justice économique, dans un contexte d'explosion des inégalités et de cartellisation accélérée. » (65-66) L'Europe, considérée à cette époque outre-Atlantique comme victime d'une dérive oligarchique, représentait un repoussoir pour une proportion croissante d'américains (66). Si les Etats-Unis ne furent pas des pionniers dans l'instauration d'un impôt progressif sur le revenu, ils ont néanmoins été les premiers à mettre en œuvre deux grandes innovations fiscales du XXe siècle : un impôt progressif sur le patrimoine portant sur les successions, et l'idée que l'imposition sur le revenu avait pour but de réduire les inégalités. D'où des taux marginaux supérieurs très élevés, supérieurs à 80% pendant la guerre (67). Cette période qui s'étend jusqu'aux années 1950, marquée par une faible concentration des richesses et de taux marginaux supérieurs d'imposition très forts, sert de période de référence à S&Z.

La seconde période cruciale de l'histoire fiscale américaine s'étend des années 1980 à nos jours. Elle est marquée par un basculement idéologique porté par les élites politiques et économiques (82), avec l'avènement au pouvoir de Reagan et son idéologie libertarienne caractérisée par une rhétorique antiétatique et antifiscale⁴, considérant l'impôt comme un vol (81-84). Les Etats-Unis étaient alors l'un des pays ayant le système fiscal le plus progressif au monde, après avoir été des pionniers dans la taxation de la richesse (dès le XVIIe siècle dans les états du nord, 55-56). Aujourd'hui l'impôt y est régressif. La conclusion que tirent S&Z de leur analyse historique de l'imposition, servant à expliquer l'évolution des inégalités, est que « l'histoire de l'impôt aux Etats-Unis est tout sauf linéaire », elle est « faite de revirements spectaculaires, de soudains changements de cap idéologiques et politiques,

⁴ S&Z soulignent de manière intéressante l'origine ancienne de la rhétorique antiétatique et antifiscale aux USA chez les propriétaires d'esclaves du sud, en particulier de Virginie, champions de la primauté absolue de la propriété privée et de la lutte contre la démocratie (59).

d'innovations révolutionnaires et de volte-face » (53). À leurs yeux, cela laisse espérer des changements fiscaux rapides et radicaux permettant de réduire les inégalités (54). Contrairement à ce que certains économistes laissent croire, les élasticités, expressions du consentement à l'impôt, ne doivent pas être considérées comme exogènes (Zucman, 2020). Elles dépendent de multiples paramètres : institutions, mœurs, lois, et donc du « contexte idéologique et législatif » (196). Par conséquent, elles peuvent varier fortement d'une période à une autre, comme ce fut le cas sous l'ère Reagan, les taux marginaux supérieurs passant brutalement de plus de 70% à moins de 30%, avec l'aval des sénateurs démocrates (82). L'histoire et l'évolution des inégalités et de la fiscalité résultent de choix politiques et sociétaux, et des idéologies qui les sous-tendent.

Pour S&Z, il faut donc déconstruire l'idéologie dominante actuelle qui freine la demande de redistribution aux USA. Cette « idéologie inégalitaire » est fondée sur la sacralisation de la propriété privée » (100) et l'idée de méritocratie associée au marché, qualifiée de « fondamentalisme de marché » (50). Elle repose sur l'idée que « les marchés accordent à chacun le revenu qu'ils méritent » et la « juste récompense » de leurs talents (*ibid.*). Pour S&Z les marchés, aussi parfaits puissent-ils être, ne sont pas des instances de justice distributive.

Les chapitres 3 et 4 étudient les conséquences concrètes du tournant idéologique des années Reagan sur l'évolution des inégalités et de la fiscalité. Si S&Z ne définissent pas de manière explicite leur conception générale de la justice fiscale dans l'ouvrage, il nous semble qu'elle repose essentiellement sur trois principes classiques : équité horizontale, équité verticale et capacité à payer des contribuables, progressivité de l'impôt. Principes qui ont été violés par le système fiscal américain ces dernières décennies. Ainsi, les sources de l'injustice fiscale américaine actuelle sont essentiellement la diminution des taux d'imposition du capital et des entreprises en particulier, et des ménages les plus riches de manière générale, avec la chute des taux marginaux supérieurs d'imposition sur le revenu. Mais aussi indéniablement l'évasion fiscale croissante et massive des particuliers les plus nantis (90-94, 101-108) et des entreprises (chapitre 4). En conséquence, la hausse considérable des inégalités aux Etats-Unis depuis les années 1980 n'est pas un phénomène naturel, elle résulte essentiellement dans le livre de causes idéologiques et politiques, en particulier de choix fiscaux, plutôt que de causes économiques généralement évoquées comme la mondialisation, le déclin de l'investissement et des gains de productivité, la libéralisation financière, la diminution de la concurrence sur les marchés, l'essor des très hautes rémunérations, *etc...*

Un système fiscal ne fonctionne bien, soutiennent S&Z, que s'il repose sur « un ensemble de croyances », en particulier sur « une foi partagée dans les bénéfices de l'action collective, dans le rôle central de l'Etat pour organiser cette action commune et dans les mérites de la

démocratie. » (85) Quand cette « idéologie » décline, « les forces de l'évasion fiscale [sont] libérées et légitimées » (*ibid.*). Pour restaurer la justice fiscale aux USA, il faut donc retrouver « la foi dans l'action collective » (*ibid.*) et promouvoir le « civisme fiscal » par des « normes sociales visant à renforcer le consentement à l'impôt », en soulignant que « l'impôt est le prix à payer pour une société civilisée » et en fustigeant les mauvais payeurs (86).

2. Inégalités et démocratie : les conséquences politiques de la hausse des inégalités économiques

La question démocratique est au cœur de l'ouvrage de S&Z. Reprenant la formule de Madison, « la richesse c'est le pouvoir ; l'extrême concentration des richesses c'est l'extrême concentration des pouvoirs » (228), les auteurs soulignent à quel point la démocratie américaine est dévoyée et corrompue par le pouvoir de l'argent. Ce phénomène est à la fois une cause et une conséquence de la hausse des inégalités économiques, entraînant une « dérive oligarchique » et l'avènement d'une « ploutocratie » (48-52). La démocratie ne fonctionne vraiment qu'à condition qu'une certaine égalité matérielle existe, sans quoi on observe une marchandisation inévitable de la politique, facilitée par la loi autorisant un financement illimité des campagnes politiques (Cagé, 2018, Stiglitz, 2019). Et la richesse offre un pouvoir de façonnement des idéologies via, entre autres, le contrôle des médias (227). Ainsi, S&Z voient dans le système fiscal, « sans doute l'institution la plus importante de toute société démocratique » (14), si bien que « toute démocratie se doit de débattre, en permanence, du poids souhaitable de la dépense publique et du degré idéal de progressivité de l'impôt. » (*ibid.*) Pour eux « le triomphe de l'injustice fiscale [aux USA] est, d'abord et avant tout, un déni de démocratie » car les bouleversements fiscaux des dernières décennies ne sont pas le fruit de choix « rationnels » issus d'un débat démocratique entre citoyens éclairés (*ibid.*).

Ce « déni de démocratie » s'incarne dans le manque de transparence de l'information sur les revenus et les patrimoines, et donc sur les inégalités. Peu de statistiques ouvertes existent, en particulier sur les très hauts revenus et patrimoines. Et les outils de mesure entraînent eux-mêmes désaccords et luttes idéologiques (Saez & Zucman, 2020b). La levée de l'opacité sur les inégalités est cruciale pour la démocratie, c'est-à-dire pour permettre un débat éclairé sur la fiscalité et sur le périmètre de l'Etat social.

3. Le projet de S&Z pour la justice fiscale et sociale aux USA

Les nombreuses réformes concrètes proposées par S&Z afin de réduire les inégalités aux USA occupent les chapitres 6 à 9. S'ils reconnaissent qu'il existe un éventail de politiques permettant de réduire les inégalités (hausse du salaire minimum, réforme de la gouvernance des entreprises, lutte contre les excès de la finance...), ils soutiennent néanmoins qu'« historiquement c'est l'impôt progressif sur le revenu qui a été l'instrument le plus puissant pour limiter la concentration des richesses » (173). D'où les mesures essentiellement fiscales et redistributives qu'ils proposent. Certaines visent spécifiquement à lutter contre l'évasion fiscale, en particulier des entreprises, avec un taux minimum d'impôt sur les bénéfices de 25% pour les firmes américaines, et une taxation en fonction des ventes dans chaque pays pour les firmes étrangères. Pour les particuliers, S&Z proposent l'instauration d'un nouvel impôt à taux fixe de 6% sur l'ensemble du revenu national, en plus d'un impôt plus progressif sur le revenu et d'un impôt lui aussi progressif sur la fortune (2% au-dessus de 50 millions de dollars et 3% au-dessus d'un milliard). Ces mesures visent à instaurer plus de justice sociale et fiscale, c'est-à-dire pour S&Z une véritable progressivité de l'impôt et une croissance « équitable »⁵, profitant à tous et non essentiellement aux plus riches comme c'est le cas aujourd'hui aux USA (232-236 ; voir aussi Saez et Zucman, 2020b et Boushey, 2019).

Leur plan de réformes contient également un volet santé avec une couverture universelle minimale, et un volet éducation avec un développement de la politique familiale et un enseignement supérieur public gratuit.

La détermination des taux d'imposition proposés (60% de taux global moyen d'imposition sur le revenu pour les plus riches, avec un taux marginal supérieur à 75%, contre 37% actuellement) se fait à partir de deux éléments : la théorie de la taxation optimale (194-199) et l'histoire, vue comme un vaste champ d'expérimentations humaines dont on peut retenir les leçons pour penser l'avenir. Avec leurs réformes, 95% des Américains verraient leur taux d'imposition global diminuer, tandis qu'il augmenterait considérablement pour les plus riches.

Mais quelle est l'idéologie ou le courant de pensée qui inspire les réformes de S&Z ? De multiples influences possibles sont à relever. De manière générale, leur défense de l'Etat social les inscrit clairement dans la lignée de la social-démocratie. On peut également penser à la « démocratie de propriétaires », dans sa version égalitaire, défendue par James Meade. En effet, leurs réformes visent à réduire les inégalités pré et post-distribution en taxant fortement les plus hauts revenus et les patrimoines (229), et à diffuser plus largement la propriété privée,

⁵ Sur l'idée de « croissance équitable », voir Saez et Zucman (2020b) et Boushey (2019).

c'est-à-dire à « redistribuer le pouvoir économique » (*ibid.*). Elles visent aussi à assurer plus d'égalité des chances par les mesures sur la santé et l'éducation. S&Z se réclament d'ailleurs de Rawls, reprenant à leur compte le principe de différence selon lequel les inégalités doivent être à l'avantage des plus défavorisés, ce qui se traduit par le fait que le taux optimal d'imposition est celui qui maximise les recettes fiscales (192). Par ailleurs, leur volonté de réduire les inégalités économiques pour des raisons politiques rappelle le modèle républicain des pères fondateurs des USA, ce que laissent entendre les références à Madison dans l'ouvrage. C'est pourquoi ils souhaitent « Dépasser Laffer » (229), c'est-à-dire fixer des taux marginaux supérieurs d'imposition plus élevés que l'optimum, et « quasi confiscatrices », comme au milieu du XX^e siècle. Il s'agit d'éviter une dérive oligarchique, car ils perçoivent l'extrême richesse comme une externalité négative, source de nombreuses rentes (*ibid.*). Leur impôt sur la fortune n'a pas pour but de créer des recettes fiscales supplémentaires. Il vise prioritairement à diminuer la concentration des richesses qui mine le contrat social en octroyant un pouvoir excessif aux plus grandes fortunes (246-247).

4. Portée et limites de l'analyse de S&Z

De nombreuses études ont montré que les individus sous-estiment fortement, en particulier aux USA, la réalité des inégalités dans leur pays (Hauser and Norton, 2017). Selon nous, l'ouvrage de S&Z vise donc à offrir aux citoyens américains une meilleure connaissance de l'histoire des inégalités économiques et de la fiscalité dans leur pays, afin de modifier leurs préférences (non exogènes) pour la redistribution et donc influencer le processus politique et le débat démocratique vers une demande accrue d'égalité (15). Au-delà du fait de favoriser des « choix rationnels issus d'un débat bien informé » sur la fiscalité, il s'agit pour S&Z de leur donner des clés pour faire leurs propres choix, autonomes, de répartition des richesses et de justice fiscale à travers un simulateur fiscal⁶ qui les appelle à s'appropriier et à poursuivre le débat. Dans leur conclusion intitulée « L'exigence de justice fiscale », S&Z écrivent, dans des termes très proches de ceux de Piketty (2019), que si leurs « solutions sont loin d'être parfaites », ni « les seules envisageables », « l'histoire nous enseigne que l'inventivité des sociétés humaines est sans limites. » (276) Pour être « utiles », les économistes doivent rendre « plus concrète la multiplicité des futurs possibles » (*ibid.*) en montrant, par exemple, qu'il est possible de « réconcilier mondialisation et justice fiscale » (275).

Nous aimerions néanmoins souligner quelques limites de l'analyse de S&Z. Tout d'abord, s'il paraît indéniable que les changements fiscaux ont joué un rôle central dans la montée des inégalités aux USA, la

⁶ Voir <https://www.taxjusticenow.org/#/>

focalisation du livre sur les déterminants politiques et idéologiques du creusement des inégalités passe sous silence tout un ensemble de déterminants économiques identifiés dans la littérature : déclin de l'investissement et des gains de productivité, diminution de la concurrence sur les marchés, mondialisation, libéralisation financière, essor des très hautes rémunérations, flexibilisation du marché du travail, *etc.* L'« injustice » dénoncée dans l'ouvrage est essentiellement de nature fiscale. L'aggravation des inégalités est vue dès lors comme étant la conséquence de l'iniquité du système fiscal américain et de sa capacité redistributive insuffisante, et non de la tendance du système économique américain à générer toujours plus d'inégalités. Tendance qui pourrait être contenue, par exemple, par une politique de la concurrence différente, en encadrant les rémunérations des cadres dirigeants, en augmentant le salaire minimum ou en partageant davantage le pouvoir au sein des entreprises. D'autant que les citoyens américains semblent généralement plus favorables à des mesures de réduction des inégalités avant impôts qu'à des mesures de redistribution (Saez, 2021). En outre, leur norme de justice fiscale repose essentiellement sur la progressivité de l'impôt et la capacité à payer des contribuables, sans prendre en compte les bénéfices que les citoyens tirent du système redistributif via les transferts sociaux et les biens et services publics (Wolff, 2020). Ceux-ci ont un caractère progressif (Wolff and Zacharias, 2006), si bien que le système redistributif américain diminue de manière significative, et dans des proportions équivalentes à celui de la France (Piketty, 2019, 617), les inégalités après-impôts (Higgins et al., 2016)⁷.

Par ailleurs, afin de déterminer la capacité du livre de S&Z à modifier les préférences pour la redistribution des citoyens américains, il faut revenir aux déterminants de celles-ci⁸. Dans une revue de la littérature existante, Hauser et Norton (2017) soulignent que, dans la plupart des études empiriques, les individus sous-estiment la réalité des inégalités, que leur demande de redistribution est fonction de leur perception des inégalités et non de la réalité de celles-ci, et qu'en modifiant ces perceptions il est possible de modifier leurs préférences. Iacono et Ranaldi (2021) ont montré théoriquement (en intégrant les biais de perception des inégalités et l'aversion à l'iniquité dans leur modèle) que la mauvaise perception des inégalités peut expliquer l'absence de demandes fortes de redistribution malgré la hausse des inégalités. Ainsi, mieux informer les individus sur la réalité des inégalités économiques et fiscales peut être nécessaire pour entraîner une demande supplémentaire de redistribution, mais ce n'est certainement pas suffisant.

⁷ S&Z reconnaissent l'impact positif des transferts sociaux pour les classes populaires US : leur revenu qui ne progressait que de 0,1% par an en moyenne avant impôts et transferts passe à +0,6% par an (244).

⁸ Il existe également toute une littérature expérimentale sur le consentement à l'impôt et les comportements de fraude fiscale qui aurait peut-être pu nourrir les analyses de S&Z. Voir Jacquemet et al. (2020).

Les études empiriques semblent montrer que la demande de redistribution est fortement liée au degré perçu de mobilité sociale (Steele, 2015 ; Alesina, Stantcheva et Teso, 2018 ; Bussolo et al., 2021). Les inégalités entraînent une demande accrue de redistribution si elles sont vues comme injustes ou imméritées, ce qui nécessite d'étudier la perception et la réalité de l'égalité des chances aux USA, question effleurée par S&Z (242-243). Or, les américains sont plus enclins que les européens à penser que le système économique est globalement « juste » (Benabou et Tirole, 2006 ; Bussolo et al., 2021), et ont tendance à considérablement surestimer les possibilités de mobilité sociale dans leur pays, moindres qu'en Europe où, au contraire, les citoyens la sous-estiment. Ceci entraîne chez les Américains une moindre demande de redistribution (Alesina et al., 2018).

Enfin, on peut regretter que cet ouvrage d'actualité sur les inégalités et la justice fiscale aborde très peu les considérations relatives à la question environnementale et à la fiscalité écologique, au-delà du constat que les taxes environnementales sont généralement régressives et devront à l'avenir être progressives (252). On sait pourtant que les émissions polluantes sont en partie corrélées au niveau de revenu, et donc les inégalités économiques et sociales aux inégalités environnementales (Chancel, 2017). D'autant plus que les citoyens américains, et en particulier les plus riches, contribuent significativement aux émissions de CO₂ sur la planète. Cela aurait permis de donner une justification supplémentaire au surcroît d'imposition conséquent prévu par les réformes de Saez et Zucman, au-delà de la simple analogie que ces derniers présentent entre taxation des très hauts revenus et taxe carbone (229).

Conclusion

Soulignons pour finir la vision intéressante de la science économique que promeut l'ouvrage de S&Z. Il s'agit d'une science économique au cœur des sciences sociales, portée sur l'interdisciplinarité, s'appuyant à la fois sur l'histoire, les statistiques et la théorie économique pour mieux comprendre le passé et le présent mais aussi et surtout pour imaginer des alternatives d'avenir à partir de nombreuses propositions concrètes, dans une démarche résolument constructive et normative. Une économie qui se veut être fondamentalement historique, politique, morale et engagée. Une économie au service d'une démocratie éclairée et de la justice fiscale et sociale, visant à déconstruire l'idéologie dominante (néo)libérale et à promouvoir plus d'égalité. Une économie émancipatrice enfin, dont le but est de permettre aux citoyens de s'approprier le débat sur les inégalités, la démocratie et la fiscalité, au cœur du contrat social.

Références bibliographiques

- Alesina, Alberto, Stefanie Stantcheva, et Eduardo Teso. 2018. Intergenerational Mobility and Preferences for Redistribution. *American Economic Review*, 108(2) : 521-554.
- Benabou, Roland, et Jean Tirole. 2006. Belief in a Just World and Redistributive Politics. *The Quarterly Journal of Economics*, 121(2) : 699-746.
- Boushey, Heather. 2019. *Unbound. How Inequality Constricts Our Economy and What We Can Do about It*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Bussolo, Maurizio, Ada Ferrer-i-Carbonnell, Anna Giolbas, et Iván Torre. 2021. I Perceive Therefore I Demand: The Formation of Inequality Perceptions and Demand for Redistribution. *The Review of Income and Wealth*, 67(4) : 835-871.
- Cagé, Julia. 2018. *Le prix de la démocratie*, Paris : Fayard.
- Chancel, Lucas. 2017. *Insoutenables inégalités. Pour une justice sociale et environnementale*. Paris : Les Petits Matins.
- Higgins, Sean, Lustig, Nora, Ruble, Whitney, et Timothy M. Smeeding. 2016. Comparing the Incidence of Taxes and Social Spending in Brazil and the United States. *Review of Income and Wealth*, 62(S1) : S22-S46.
- Houser, Oliver P., et Michael I. Norton. 2017. (Mis)perceptions of Inequality. *Current Opinion in Psychology*, 18: 21-25.
- Iacono, Roberto, et Marco Ranaldi. 2021. The Nexus between Perceptions of Inequality and Preferences for Redistribution. *The Journal of Economic Inequality*, 19(1) : 97-114.
- Jacquemet, Nicola, Stéphane Luchini, et Antoine Malézieux. 2020. *Comment lutter contre la fraude fiscale ? Les enseignements de l'économie expérimentale*. Paris : éditions Rue d'Ulm.
- Landais, Camille, Thomas Piketty, et Emmanuel Saez. 2011. *Pour une révolution fiscale : un impôt sur le revenu pour le XXI^e siècle*. Paris : Seuil.
- Milanovic, Branko. 2019. *Capitalism, Alone: The Future of the System that Rules the World*, Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Naidu, Suresh, Dani Rodrik, et Gabriel Zucman. 2020. Economics after Neoliberalism: Introducing the EfIP [Economics for Inclusive Prosperity] Project. *American Economic Association, Papers and Proceedings*, 110 : 366-371.
- Philippon, Thomas. 2019. *The Great Reversal. How America Gave Up on Free Markets*, Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Piketty, Thomas. 2013. *Le capital au XXI^e siècle*. Paris : Seuil.
- Piketty, Thomas. 2019. *Capital et idéologie*. Paris : Seuil.
- Saez, Emmanuel. 2021. Public Economics and Inequality: Uncovering our Social Nature. NBER Working Paper 28387.

- Saez, Emmanuel, et Gabriel Zucman. 2019a. *The Triumph of Injustice: How the Rich Dodge Taxes and How to Make Them Pay*. New York : WW Norton & Company.
- Saez, Emmanuel, et Gabriel Zucman. 2019b. Progressive Wealth Taxation. *Brookings Papers on Economic Activity*, Fall, 437-511.
- Saez, Emmanuel, et Gabriel Zucman. 2020a. *Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*. Seuil : Paris.
- Saez, Emmanuel, et Gabriel Zucman. 2020b. The Rise of Income and Wealth Inequality in America: Evidence from Distributional Macroeconomic Accounts. *Journal of Economic Perspectives*, 34(4) : 3-26.
- Scheuer, Florian, et Joel Schlemrod. 2021. Taxing Our Wealth. *Journal of Economic Perspectives*, 35(1) : 207-230.
- Steele, Liza G. 2015. Income Inequality, Equal Opportunity, and Attitudes About Redistribution. *Social Science Quarterly*, 96(2) : 444-464.
- Stiglitz, Joseph. 2012. *The Price of Inequality.*, New York : Norton and Company.
- Stiglitz, Joseph. 2019. *People, Power and Profits*. London : Allen Lane.
- Tridico, Pasquale. 2018. The Determinants of Income Inequalities in OECD Countries. *Cambridge Journal of Economics*, 42(4) : 1009-1042.
- Wolff, Edward N. 2020. Book Review of *The Triumph of Injustice*. *The Journal of Economic Inequality*, 18(3) : 441-444.
- Wolff, Edward N., et Ajit Zacharias. 2006. An Overall Assessment of the Distributional Consequences of Government Spending and Taxation in the U.S., 1989 and 2000. In Dimitri B. Papadimitriou (ed.), *The Distributional Effects of Government Spending and Taxation*, 15-68. London : Palgrave.
- Zucman, Gabriel. 2020. Qu'est-ce qu'une bonne politique fiscale. *L'Economie Politique*, 86 : 36-48.